

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

Après la chute du gouvernement Herriot

L'hégémonie américaine et la question des dettes

Pendant l'époque de la crise, l'hégémonie des Etats-Unis se fera sentir plus complètement, plus nettement, plus impitoyablement que pendant une période de croissance. L'Amérique liquidera et surmontera ses difficultés et ses troubles avant tout au détriment de l'Europe...

L. Trotsky, Critique du Programme de U. C. 1928.

C'en est fait : la Chambre française a refusé, par 402 voix contre 187, d'accepter le paiement de l'échéance de 450 millions de francs due le 15 décembre aux Etats-Unis. Herriot qui préconisait le paiement au 15 décembre, en réservant l'avenir, n'a réuni que les voix de son parti et des groupes connexes : 187 voix. Contre lui s'est rangée toute la réaction de droite, les groupes du centre-droit, les radicaux de gauche, les socialistes et les communistes. Herriot avait pris le pouvoir avec une majorité hybride — il le perd aussi avec une majorité composite. Et il n'est pas impossible qu'il le reprenne avec une majorité analogue.

La chute du ministère pose actuellement une nouvelle question, dont l'emprise étreindra tous les prochains gouvernements de la bourgeoisie : quelle attitude consécutera la bourgeoisie française adoptera-t-elle vis-à-vis de l'Amérique : la lutte — ou la négociation, c'est-à-dire en fin de compte la capitulation, le recul devant les formidables exigences yankees ?

L'impérialisme américain n'a pas mâché les mois : PAYEZ ! Et si l'on consent quelques abattements sur le chiffre global des dettes, ce sera contre l'échange d'une livre de chair, c'est-à-dire de compensations commerciales précises, de l'ouverture forcée aux produits américains (surtout aux produits industriels) des marchés des pays débiteurs, L'Angleterre et la France ont élevé de timides réserves. Les socialistes qui appelaient Hoover « le deuxième Wilson », et pour qui tout salut devait venir de Wall Street poussèrent des cris plus perçants. Néanmoins, M. Stimson balaya du pied ces plumecheries sentimentales de la vieille Europe : Payez, — sans commentaires ! Outre-Atlantique, des ricaneurs s'élevèrent, la presse de la bourgeoisie teilla par la crise s'indignait des « réserves » franco-anglaises : ces gens ne sont-ils pas assez riches pour se payer la plus grande armée et la plus grande flotte du monde ? N'ont-ils pas pendant plus de dix ans pressuré impitoyablement les empires centraux abattus, etc... ?

Les Etats-Unis possèdent de puissants moyens de pression et de coercition sur le capitalisme européen. Comment celui-ci tentera-t-il d'échapper à cette étreinte ? C'est précisément la question qui est posée crûment aujourd'hui à la bourgeoisie française, et qui est pleinement mise en lumière par le vote de la Chambre renversant le cabinet Herriot.

Payer ou ne pas payer, négocier ou ne pas négocier, — ces formules se traduisent de la façon suivante : comment va se développer, dans le cycle économique présent, l'antagonisme entre les Etats-Unis et les différents capitalismes européens ? Examinons brièvement cette question, de la façon dont elle se présente actuellement.

L'hégémonie américaine grandit

La domination brutale de l'impérialisme américain sur le monde pris dans son ensemble apparaît maintenant sans conteste. Il exige aujourd'hui le paiement de son dû. Mille fois, l'opposition a montré que le développement des relations capitalistes dans l'après-guerre devait se traduire inévitablement par un déplacement de plus en plus grand de l'hégémonie économique en faveur des Etats-Unis. Il s'agit là d'une tendance fondée sur la disproportion immense qui existe depuis la guerre en faveur du capitalisme américain, par rapport aux forces productives de l'Europe ébranlée dans les multiples contradictions issues des bouleversements de la guerre impérialiste et du développement capitaliste dans l'époque précédente.

Dans la courte période de conjoncture ascendante des années 1924-1929, les Etats-Unis réalisèrent les avantages de cette position dominante en imprégnant peu à peu l'Europe de leur capital, en préparant dans les différents aspects de la vie économique leurs positions dominantes, et enfin en s'assurant à travers les différentes conférences de « réduction des armements » une position prépondérante dans la marine de guerre, et en général dans le potentiel d'armement.

Le gigantesque développement industriel des Etats-Unis entraîna une semi-colonisation de l'Europe, appuyée sur une décisive prépondérance dans les ressources néces-

saire à la conduite des futurs conflits armés. Selon la formule de Trotsky (1), l'Europe se voyait, non sans fureur, réduite de plus en plus à la « portion congrue ». Sur le marché mondial, l'Amérique exige une part de plus en plus grande. Et cette part élargie ne peut être conquise qu'aux dépens de ceux qui sont déjà pleinement repus, et avant tout de l'Empire Britannique. C'est là l'orientation inévitable du développement, ou plutôt du déclin de l'impérialisme dans l'époque actuelle.

Pendant cette période qui se termina en 1929 — conjoncture ascendante dans le cadre d'un déclin irrémédiable du capitalisme mondial — la prédominance américaine entraîna un rétablissement temporaire de l'économie capitaliste en Europe. Durant cette période, les Etats-Unis apparurent non seulement à la bourgeoisie, mais aussi aux masses petites bourgeoises et même prolétariennes, comme de vrais sauveurs de la société défailante. Argent et méthode, le capital des Etats-Unis servit à une réfection partielle de l'économie européenne éroulante.

Le nouveau cycle de crise ouvert en 1929 modifia les positions respectives, mais dans un sens bien plus redoutable pour l'Europe. Les Etats-Unis se virent entraînés dans le gouffre de la dépression. C'est-à-dire que ce pays, pivot de l'univers capitaliste, ébranlé, commença à prendre une conscience plus aigüe de la dépendance où le monde entier se trouvait de sa propre situation.

Cela signifiait du même coup que pour sortir de la crise, pour s'enrayer de surmonter ses propres difficultés, le capitalisme américain n'hésiterait pas à utiliser à fond sa situation prédominante, à refouler ses concurrents avec la dernière sauvagerie, aux dépens des épaves européennes. Et en définitive, cette pression américaine sur l'économie morcelée de l'Europe ne peut qu'entraîner une anarchie plus grande, une décomposition plus avancée des impérialismes européens, malgré des tentatives partielles et timides de résister, ou de s'unir contre le gigantesque concurrent.

Et quel est précisément le moment le plus propice à l'apparition d'une nouvelle tension entre les Etats-Unis et l'Europe ? Eh bien, c'est la période où la crise de dépression se stabilise, et où par conséquent sont données les prémisses d'une reprise de la conjoncture, même partielle, temporaire, de courte durée. Dans une période qui se caractérise ainsi — et bien que des signes montrent que nous entrons dans une telle période — les capitalistes multiplient les démarches qui leur permettent de profiter au mieux de cette reprise. Et d'autant plus précieuse, d'autant plus court et sujet à toutes sortes de défaillances doit être ce renouveau économique, d'autant plus violente et brutale sera la tentative pour acquérir les positions les plus avantageuses. Voilà ce qui s'échappe pas à ces messieurs de Wall Street !

Perdre cela de vue, ne pas comprendre ce tournant de la situation, qui s'esquisse dès maintenant, c'est se condamner à ne pas comprendre les causes de la nouvelle période qui s'ouvre pour l'Europe, à l'occasion du règlement des dettes de guerre, dans sa concurrence désespérée avec les Etats-Unis.

(Lire la suite en 3^e page)

POUR LE SOUTIEN DE LA VÉRITÉ AIDEZ VOTRE JOURNAL !

La semaine passée, nous avons placardé, une affiche dans Paris, qui a aussi été envoyée à nos groupes de province, pour annoncer la publication dans LA VÉRITÉ du discours fait par Trotsky à Copenhague. Une diffusion plus large a été faite.

Il faut poursuivre cet effort, avec ténacité. Un large courant de sympathie nous soutient. Il faut le renforcer, l'animer, l'amplifier. Les progrès des idées oppositionalistes continuent. La plus large diffusion de LA VÉRITÉ doit aussi continuer.

Y a-t-il un ouvrier révolutionnaire, un ouvrier communiste, qui puisse aujourd'hui nier que LA VÉRITÉ est l'organe de la renaissance du parti communiste ? Etroitement liée au développement politique de notre Ligue, LA VÉRITÉ est le ferme instrument de l'action marxiste. Il faut faire des sacrifices pour la développer.

ABONNEZ-VOUS

Camarade lecteur, tu dois devenir IMMEDIATEMENT un abonné ! Durant les mois derniers, le nombre des abonnements reste stationnaire. Il n'atteint pas encore le MILLIER, qui est notre objectif immédiat.

Chacun de nos amis doit FAIRE CAMPAGNE pour LA VÉRITÉ, sans attendre un jour.

LA VENTE AU NUMÉRO AUGMENTE : SURVEILLEZ-LA !

L'attaque contre les salaires et les traitements

Elargissez le front unique, unissez les rangs révolutionnaires !

Toute la classe ouvrière a les yeux tournés vers la lutte des fonctionnaires, vers les grèves de Dunkerque, vers la discussion sur « l'Unité ». Nous interviendrons activement dans cette discussion, car il est clair que de part et d'autre, les positions sont fausses. Pour aujourd'hui, nous nous bornons à souligner quelques points essentiels.

D'abord, au sujet de la lutte des fonctionnaires et du front unique. Première remarque : la résistance des fonctionnaires joue à l'heure actuelle un rôle important, non seulement parce qu'elle peut mettre les gouvernements en difficulté, mais aussi parce qu'elle doit servir à réveiller le mouvement de résistance de l'industrie privée, et les revendications des chômeurs. Nul doute que l'offensive contre les salariés de l'Etat ne soit le prélude d'une nouvelle offensive contre les salaires dans l'industrie privée. Par conséquent, la lutte victorieuse des fonctionnaires aurait une profonde répercussion dans toute la classe ouvrière. La grève des dockers et marins de Dunkerque et du Havre le montre. Dans ce sens, la C. G. T. U. doit souder la solidarité des différentes fédérations dans un front commun.

Deuxième remarque : la résistance des fonctionnaires a posé comme une question brûlante celle de la réalisation du front unique entre organisations. Sur ce point, les événements ont pleinement justifié notre point de vue. Des pas importants ont été faits. Chez les postiers, chez les cheminots, chez les instituteurs, etc..., une agitation, des pourparlers ont eu lieu, pour la réalisation de comités, de cartels communs entre réformistes, autonomes et unitaires. Mais ce qui est fait ne suffit pas. Cette politique doit être élargie de beaucoup.

Il ne faut pas s'arrêter aux accords de lutte entre syndicats et fédérations. Tout en continuant activement l'agitation sous toutes les formes possibles parmi le personnel, la C. G. T. U. doit hardiment proposer une action commune à l'échelle nationale à la C. G. T. Une telle proposition aurait un grand écho.

Cette proposition doit se compléter par la suivante : dans la lutte commune, cherchons la voie de la fusion des centrales syndicales, par un Congrès commun convoqué démocratiquement. Il faut souligner que la propagande, la lutte pour l'unité syndicale sont complètement abandonnées par la C. G. T. U. Sa récente affiche sur l'Unité le montre une fois de plus. L'Unité ? y lit-on. Oui : entrez dans les syndicats unitaires !

C'est là un grand danger. Les chefs réformistes abritent leur hostilité au front unique par la formule de Japy sur l'unité syndicale : rentrie à la C. G. T. par des fusions à la base. Nous devons donc montrer que pour nous aussi la lutte en un front commun a pour aboutissement logique sur le plan syndical, la reconstitution de l'unité organique. A tous les ouvriers, la C. G. T. U. doit dire : aujourd'hui, nous soudons notre front dans la lutte commune. Organisons-la ensuite définitivement en convoquant un congrès de fusion. Nul doute que cette proposition trouverait un large écho. Aujourd'hui plus que jamais, l'avenir du mouvement syndical révolutionnaire dépend de la

politique que saura mener la C. G. T. U., de la confiance que ses militants sauront acquiescer, et non seulement de l'agitation qui est menée au jour le jour.

Notre mot d'ordre doit donc être : élargissez le front unique, posez le problème de l'Unité syndicale !

Mais les Syndicats ne sont pas le Parti. C'est pourquoi la réponse à donner au problème de l'unité par le parti n'est pas la même que celle que doit donner la C. G. T. U. Pour les syndicats, il faut l'affirmer sans cesse — dans chaque meeting, dans chaque tract, dans chaque réunion — l'unité doit se rétablir organiquement, car les syndicats doivent grouper tous les ouvriers sans distinction d'opinion.

Mais pour les partis, une action de front unique ne peut être que temporaire et limitée. Le parti communiste cherche à grouper la majorité du prolétariat sur son programme, et dans ce sens, à l'unifier. Mais il ne veut nullement s'unifier avec d'autres partis. Au contraire, c'est lui qui s'est séparé organiquement du réformisme à Tours, en 1920.

Le parti socialiste se prétend prêt à rétablir « l'unité politique » du prolétariat. Le P. U. P. aussi. Mais quelle unité politique ? Avec quel programme ? Sur le programme réformiste ou révolutionnaire ? Les syndicats n'ont pas de programme politique, ils doivent donc grouper toute la classe ouvrière, si possible. Le parti, au contraire, a un programme précis, et il ne peut accepter dans ses rangs que ceux qui combattent pour ce programme, pour le communisme.

S'il lui est impossible de réaliser une unité organique avec le réformisme, il doit, par contre, réaliser avec lui des accords temporaires sur des objectifs qui intéressent tous les ouvriers, non seulement pour l'obtention de revendications économiques, mais pour des objectifs politiques. C'est le retour à cette politique que nous réclamons du P. C. Et bien entendu, la condition essentielle pour réaliser une action coordonnée avec d'autres partis, c'est de conserver la pleine indépendance de son propre parti.

Aujourd'hui, « l'unité » politique est moins que jamais possible avec le réformisme. Mais ne peut-on réaliser avec des sections S.F.I.O. des actions communes sur certaines questions, qui profiteront en fin de compte au parti communiste ? Certes, on le peut et on le doit.

Mais, le Parti ne pourra mener cette politique qu'à une condition : c'est que ses propres rangs soient unis. Grouper les masses ouvrières sur le programme communiste, les unir autour du P. C., cela suppose que le P. C. groupe tous les communistes, et que son action soit véritablement inspirée du marxisme. Cela signifie que toute campagne politique visant à unifier les masses autour du parti, que toute polémique avec les réformistes qui font mine de chercher le rétablissement de l'unité politique, seront vaines tant que l'opposition de gauche ne sera pas réintégrée dans le parti.

Si le parti exclut l'aile gauche communiste, marxiste, alors il est incapable d'unifier véritablement les masses ouvrières sur son programme. C'est pourquoi nous revendiquons, une fois de plus, notre place dans le parti. Telle est l'une des leçons fondamentales de la discussion en cours sur le problème de l'unité.

Nous pensons que cette question doit être mise à nouveau, largement, à l'ordre du jour du parti. Elle est inséparable de toute sa lutte. Elle est inséparable de son redressement possible, des efforts à mener pour qu'il devienne certain.

Au récent meeting de Bullier sur l'Unité, pourtant ouvert à toutes les organisations, le président Cachin nous refusa la parole, sous prétexte que « nous ne représentons pas des couches assez importantes ». Il montrait ainsi la complète incompréhension de la direction du parti de ce qu'est le problème de l'unification politique du prolétariat. En réalité, il ne s'agit pas d'additionner des organisations. Il s'agit de donner le maximum de cohésion au parti, sur la base du programme communiste, pour grouper autour de lui les masses croissantes d'ouvriers. C'est pour cela que nous posons sans relâche le problème de notre réintégration dans le parti. C'est pour cela que nous la soulevons à nouveau devant tout le parti, en avertissant fermement sa direction que notre exclusion, la lutte contre l'opposition de gauche constitue en réalité l'obstacle principal à la conduite d'une juste politique dans la question de l'unité — celle des partis et celle des Syndicats.

Avec qui Staline fait-il le front unique ?

Dans ce numéro, nous publions un tableau éditant des aboiements de la presse contre notre camarade Trotsky. Quel camarade du parti ne rougira de honte en lisant, mêlé à ces dégoûtements de la haine bourgeoise contre l'un des chefs de la Révolution d'Octobre, les articles honteux de l'Humanité ! Quelle brûlante indignation le prolétariat n'éprouvera-t-il pas, à la lecture des insinuations caquilles de la presse stalinienne, qui coïncident si bien avec celles de la presse bourgeoise !

Les pluminifs dépassent même les bornes. On peut le voir par les deux citations suivantes que nous juxtaposons, et dont nous demandons à chaque ouvrier de tirer les conclusions :

Voici l'opinion officielle de l'I.C., extraite d'un article non signé de la Correspondance Internationale du 12 décembre :

... L'ancien commissaire du peuple qui se présente encore à l'heure actuelle comme un pur révolutionnaire, s'est rendu de Constantinople à Copenhague, avec le même appareil que les « grands hommes d'Etat des pays capitalistes » ; comme eux, il fut entouré d'une formidable publicité de toute la presse capitaliste et social-démocrate. Son accueil au Danemark par les autorités social démocrates RESSEMBLE A S'Y MÉPRENDRE AUX VISITES OFFICIELLES DU TSAR SANGLANTE RUSSO DANS LES CAPITALES DES PAYS « DÉMOCRATIQUES » DE L'EUROPE OCCIDENTALE.

Et voici l'opinion du Petit Parisien du 14 décembre :

SUSPECT A TOUTES LES POLICES, redoublé par tous les gouvernements à cause de son prestige ancien et de son verbe encore brûlant, TROTSKY DUT VOYAGER COMME UN PESTIFÉRÉ. Personne, EN DEHORS DES AGENTS QUI LE SURVEILLAIENT, ne put approcher de sa cabine, de son compartiment, de ses taxis. Il débarqua à Marseille en catimini, et traversa Paris comme une ombre.

La faillite de leur politique accule les dirigeants staliniens à faire usage des pires armes infâmes puisées à l'arsenal bourgeois. Il ne tardera pas longtemps avant qu'elle se retourne contre eux !

Mèche devant la commission des conflits de la R. P. du S.R.I.

Dans un récent numéro de « La Défense » (25 novembre), est passée une note de la Commission régionale des conflits précisant que « pour être exécutoire, la décision d'exclusion de Mèche du C.L. du 9^e doit être ratifiée par la Commission des conflits ». C'est la confirmation publique d'une obligation statutaire. La note ajoute : « Notre Commission doit s'entourer avant tout de garanties concernant les accusations, accusations dont la justification doit être faite afin que sa décision ne soit pas entachée de sectarisme ». Il est exact que la Commission des conflits de la R.P. a convoqué le camarade Mèche le 17 novembre et a entendu 3 témoins à charge et 3 témoins à décharge, tenant un procès-verbal sérieux des interventions. Ce procès-verbal relate des accusations auxquelles il n'a pas été apporté l'ombre d'une preuve (le secrétaire de la Commission a dû le constater) ; d'autres accusations — nouvelles — ont trait à des articles de la « Vérité » que notre camarade Mèche a écrits depuis son exclusion (au lieu de dire 22.000 membres au 31 juin, Mèche a écrit 22.000 membres pour 1932).

Enfin la note conclut en disant que « la Commission s'inspirera de l'application des statuts du S.R.I. et des décisions des Congrès ». Or, on sait que les statuts comme le dernier Congrès ont condamné les exclusions pour délit de tendance. De là, les efforts des témoins à charge de transporter le débat sur les « délits d'intention » de sabotage au sujet desquels ils ont été incapables d'apporter une ombre de preuve (exemple : on accuse Mèche d'avoir introduit 3 oppositionnels pour saboter le tramway du 9^e ; or ces 3 camarades sont tellement « les âmes damnées » de Mèche qu'ils ne sont pas même venus apporter leurs 3 voix contre l'exclusion de Mèche à la réunion d'opposition !). Et maintenant, attendons le verdict ainsi que les « attendus ».

Au Canada

Un nouveau journal de l'opposition communiste de gauche

Nous venons de recevoir le premier numéro publié par l'opposition de gauche au Canada. The Vanguard (L'avant-garde) va devenir l'organe de la gauche marxiste dans le Dominion, ou déjà le Militant de nos camarades américains avait fait une large propagande en faveur du marxisme.

On sait qu'au Canada la publication de The Vanguard acquiert une importance significative comme centre de ralliement de l'avant-garde ouvrière sous le drapeau du communisme !

Ce numéro 1 (le journal, de 8 pages, est mensuel), est publié à l'occasion du 15^e anniversaire d'octobre. On y trouve plusieurs articles de Trotsky, en particulier un fragment de sa récente étude sur l'économie soviétique ; des articles et messages de Lénine et Trotsky en octobre 1917, des articles sur la crise de chômage, sur l'annexion, sur le soulèvement de la prison Kingston, sur la tactique syndicale (Bill Matheson), et le mouvement de gauche dans les syndicats réformistes de l'habillement. Ajoutons-y plusieurs notes sur la vie de l'opposition dans les différentes branches de son activité.

A nos camarades du Canada nous envoyons le fraternel salut de la Vérité, en leur souhaitant un rapide progrès dans le rassemblement des ouvriers contre les capitalistes du Dominion.

La Rédaction.

(1) Voir à ce sujet Europe et Amérique. Tous nos camarades doivent se procurer et lire ce livre fondamental. En vente au « Bureau d'Éditions », ou à la « Librairie du Travail », 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris 10^e.

LE PASSAGE DE TROTSKY A ANVERS

LES EXCLUSIONS EN ESPAGNE

EN ALLEMAGNE

Lettre ouverte à Vandervelde

La direction du P.C. italien approuve

Von Schleicher au pouvoir

Le P. C. Allemand comprendra-t-il son devoir ?

Citoyen Vandervelde, Il y a quelques années vous vous êtes adressé à moi par une lettre ouverte concernant, si je ne me trompe pas, la répression contre les mencheviks et les socialistes révolutionnaires. Généralement et invariablement, vous vous êtes dressé contre les bolcheviks au nom des principes de la démocratie. C'est votre droit. Si votre critique n'obtient pas le résultat poursuivi, c'est parce que nous, bolcheviks, procédons des principes de la dictature révolutionnaire.

faut-il de plus pour conduire la démocratie jusqu'à son plein épanouissement ? La-dessus, je pense, aucune discussion entre nous. Pourquoi donc, néanmoins, cette démocratie peut-elle tant l'esprit policier de la vieille Prusse ? Et peut-on croire que la démocratie qui éprouve un tel choc nerveux à l'approche occasionnelle d'un bolchevik, se démontrera capable de neutraliser la lutte de classes et d'assurer la transformation pacifique du capitalisme en socialisme ?

Par une résolution parue sur l'Humanité du 2 décembre, le B. P. du P. C. I. informe qu'il est complètement d'accord avec la mesure d'exclusion des rangs de I. C. qui a été récemment adoptée à Moscou contre le groupe dirigé par le P. C. espagnol (Bullejos, Trilla, Adame, Vega).

Nous n'en dirons pas long pour caractériser le gouvernement de Schleicher, qui succède à celui de Von Papen. C'est un gouvernement dont le caractère bonapartiste, est plus accusé encore que celui de Von Papen. Derrière Von Papen régnait encore certaines couches trop exclusives de la bourgeoisie. C'est ce qu'on vit en particulier dans les conflits relatifs à la protection de l'agriculture. L'industrie, bien qu'elle appuyât von Papen sans réserves, fut longtemps partagée, et le fascisme resta en fin de compte son favori.

Hitler ne doute pas un instant que la bourgeoisie aura besoin de s'adresser à lui, après l'échec de tous les cataplasmes bonapartistes. C'est pourquoi il a résisté aux tentatives des éléments de son parti (Frick, Strosser) qui exigeaient la participation immédiate des nazis au gouvernement, même sans les leviers de commande. Ces derniers se laissent attirer précisément par les affirmations de Schleicher, soi-disant en faveur de la classe ouvrière. Parler à propos de cette crise significative du mouvement fasciste d'une désagrégation, c'est ne rien comprendre. Et c'est malheureusement une fois de plus le point de vue des stalinistes, qui s'abritent derrière cette analyse erronée des processus réels pour abriter leur propre passivité.

Le voyage de Trotsky à Copenhague La bourgeoisie déchaînée contre l'artisan d'Octobre

Bolletino dell'Opposizione Comunista Italiana

Qui avait raison?

Le P. C. Allemand comprendra-t-il son devoir ?

Le fraction stalinienne marque une victoire à son triste tableau. Cette victoire conformément à sa tradition fut acquise contre l'intérêt de la propagande et du mouvement communiste, elle résulte de la division du travail entre Staline, les résidus de la famille impériale et les chiens couchants de la social-démocratie gouvernementale ! Mais qu'importe les moyens ? Le but semble atteint : celui que la presse soviétique appelait « le lion échappe » a rejoint le lieu que ces mêmes journaux déclarent être son cage.

Mais l'histoire reprend ses droits. La conjugaison des provocations stalinienne, avec la haine des blancs-gardistes et les hypocrisies démocratiques, confère à la nouvelle expulsion de L. Trotsky une signification profonde : au premier temps la bourgeoisie espérait un appui contre la révolution d'octobre, au second temps, dépitée, elle tenta de mépriser « le pleutre » ; bientôt sa haine de classe prit avec fougue le dessus, la bourgeoisie se fit passer le souffle d'Octobre. Ce n'était pas seulement l'U.R.S.S. ETAT, avec toutes les nécessités dissolvantes de la diplomatie étatique, mais l'U.R.S.S. telle qu'elle est pour nous avec ses traits des premières heures, le fusil au poing, portant le feu dans le cloaque de l'exploitation capitaliste. L'essai de complaisance et de mépris livra place à la haine !

ET MAINTENANT, VOICI LE CONCERT DE HAINE QUE NOUS ACCEPTONS AVEC ORGUEIL ! « L'ETOILE BELGE » reproche au PEUPLE social-démocrate sa sollicitude pour Trotsky (sollicitude qui ne fit pas bouger un petit doigt lors de la séquestration à Anvers !)

« L'ACTION PATRIOTIQUE » du 1-12-32 : « ... Trotsky a traversé la France lâchement, piteusement, entre deux haies de policiers et de gendarmes. Il craignait pour son ignoble peau, le torse nu, à qui nous devons le honteux traité de Brest-Litovsk. Il craignait pour son ignoble peau celui qui, en 1916, expulsé de Paris où il signait dans son journal « Notre Parole » des articles détestables, déclara : « C'est bien la dernière fois que je foule le sol de cette canaille de France... »

« L'AMI DU PEUPLE » du 6-12-32 : « ... En effet, le plus grand assassin de tous les temps, comme l'a si justement désigné notre fondateur, a eu aussi les honneurs de l'écran dans plusieurs cinémas parisiens... »

La boîte aux ordures

LES STALINISTES OUVERT LE BAN !

« LA PATRIE » bien nommée, du 3-12-32

« LE COURRIER COLONIAL » du 25-11-32

L'histoire reprend ses droits. La conjugaison des provocations stalinienne, avec la haine des blancs-gardistes et les hypocrisies démocratiques, confère à la nouvelle expulsion de L. Trotsky une signification profonde : au premier temps la bourgeoisie espérait un appui contre la révolution d'octobre, au second temps, dépitée, elle tenta de mépriser « le pleutre » ; bientôt sa haine de classe prit avec fougue le dessus, la bourgeoisie se fit passer le souffle d'Octobre. Ce n'était pas seulement l'U.R.S.S. ETAT, avec toutes les nécessités dissolvantes de la diplomatie étatique, mais l'U.R.S.S. telle qu'elle est pour nous avec ses traits des premières heures, le fusil au poing, portant le feu dans le cloaque de l'exploitation capitaliste. L'essai de complaisance et de mépris livra place à la haine !

« LA PATRIE » bien nommée, du 3-12-32 : « ... Alors que l'Allemagne et d'autres pays que Trotsky aurait pu traverser pour arriver au but de son voyage, lui ont refusé l'accès de leur territoire, ce terrible homme le quel, avec Lénine, a représenté et représente encore aujourd'hui le plus grand ennemi de la civilisation occidentale... »

« LE PETIT DEMOCRATE » du 11-12-32 : « ... le bourreau Léïba Bronstein, dit Trotsky, n'entend-il pas parfois en rêve, le bruit mat et décevant, sourd et fantasmagorique, que faisaient les balles des mitrailleuses sur la poitrine des jeunes filles, à Nicolaev... »

« LE COURRIER COLONIAL » du 25-11-32 qui appelle à l'assassinat : « Il ne déplaisait pas à ce sanguinaire homme d'Etat de s'imposer ainsi à la France qui jadis l'expulsa de son territoire. »

« LE COURRIER COLONIAL » du 25-11-32 qui appelle à l'assassinat : « Il ne déplaisait pas à ce sanguinaire homme d'Etat de s'imposer ainsi à la France qui jadis l'expulsa de son territoire. »

L'hégémonie américaine et la question des dettes

(Suite de la 1^{re} page)

Seule, l'activité révolutionnaire des masses prolétariennes, en particulier en Europe, pouvait et peut changer radicalement les données du problème. Car les phénomènes de conjonction ne sont pas soumis aux seules données des forces économiques. L'intervention des masses exploitées y joue un rôle décisif. Cependant, il faut constater que c'est justement par suite du non-développement de la situation dans le sens révolutionnaire que le duel se limite aujourd'hui à une lutte où la Chambre de la bourgeoisie française fait figure de champion de la « pauvre France exploitée », contre l'usurier yankee. Dans ce domaine, la direction stalinienne de l'I. C. porte la principale responsabilité devant les masses ouvrières.

Dans le pays de la « mesure » petite bourgeoisie, dont le capitalisme ne parvient pas à s'épurer sans réserves de l'économie artisanale et agraire retardataire, les « prétentions » des Etats-Unis provoquent une sorte de stupeur. La réaction de la Chambre, confondant en réalité tous les groupes et parties qui y sont représentés en a été le reflet. Le cynisme inouï des secrétaires d'Etat de Hoover, les menaces, les offres de marchandages, ont attiré les pauvres avocats qui peuplent le Parlement français. Car les sénateurs américains ne se gênent même pas de parler de s'emparer de colonies françaises pour se rembourser ! Selon l'expression, les Etats-Unis ne parlent rien moins que de « se payer sur la tête ». Oui, voilà qui montre encore mieux que les statistiques dans quelle mesure la bourgeoisie américaine est prête à user de toutes les armes que lui vaut son incontestable supériorité économique.

Avec l'époque de la crise, et plus encore avec l'époque de l'atténuation temporaire de la crise, l'hégémonie des Etats-Unis se fera sentir plus complètement, plus nettement, plus impitoyablement que pendant une période de croissance, ainsi que l'écrivait le camarade Trotsky, dans l'étude que nous avons rappelée en épigraphe. Qui peut aujourd'hui le nier ?

Un "front commun" contre les Etats-Unis ?

Nous laissons ici de côté la situation de l'Angleterre vis-à-vis des Etats-Unis. Et cependant, le principal antagoniste des Etats-Unis, ce n'est pas la France, c'est la Grande-Bretagne. En tout cas, on ne peut pas apprécier les mouvements qui se produisent en France au sein des différentes classes, sans envisager en même temps les relations de la France avec les autres pays débiteurs. Sur ce point, le « front commun » entre la bourgeoisie française et anglaise a joué un rôle important dans les négociations récentes.

S'agissait-il bien d'un front commun ? C'est-à-dire la pression de l'Amérique opérant-elle une soudure, ou une dispersion entre les efforts de résistance de ses principaux créanciers d'Europe ?

Herriot s'est largement servi de cet argument pour arracher au Parlement un vote en faveur du paiement conditionnel du premier versement dû à l'Amérique. Cependant, il est clair qu'il ne s'agit pas d'un front commun contre l'Amérique. Déjà aux beaux temps de « l'Union Européenne », de Briand, la diplomatie du Quai d'Orsay s'était mise en frais pour expliquer aux créanciers de Wall Street qu'il ne s'agissait en aucune manière de souder l'Europe contre l'Amérique. Dans son discours du 13 décembre, Herriot fit bien allusion à la nécessité de tâcher pour la France et l'Angleterre d'obtenir des conditions de règlement analogues pour leur dette, mais non pour une action ouvertement concertée. Comme le commandement militaire, Wall Street n'admet pas les réclamations collectives. Mais d'autre part il souligna l'objectif véritable de la politique d'entente franco-anglaise :

La paix, l'ordre, la liberté du monde exigent l'accord de ces deux grands pays qui, l'un sous le régime monarchique, l'autre en république, sont les deux grands défenseurs du droit privé libre et du droit public. C'est-à-dire que l'entente avec l'Angleterre est avant tout une question de lutte contre les masses ouvrières, comme conséquence des crises engendrées en Europe en particulier par la mise à la « portion congrue ». Du côté anglais, Neville Chamberlain affirma de son côté à la Chambre des Communes le 12 décembre :

Nous ne nous sommes pas engagés à un front commun et nous avons l'intention d'obtenir, si nous le pouvons, un règlement séparé des Etats-Unis.

Voilà qui est clair. L'impossibilité pour l'Europe de constituer un front commun contre les Etats-Unis, résulte justement de la pression faite par eux sur les principaux Etats d'Europe. Cette pression, à s'en tenir au problème des dettes, ne s'exerce pas également directement sur tous, mais se transmet indirectement, en quelque sorte par cascades. L'Angleterre, qui a contracté la dette la plus lourde, est d'autre part créancière des principaux Etats qui sont débiteurs directs des Etats-Unis. Le montant de sa propre dette est entièrement couvert par les créances qu'elle détient sur un certain nombre de pays européens, sur la France au premier rang. La France elle-même est créancière, au titre de la guerre, d'un certain nombre de pays, avant tout de l'Allemagne — qui jouissent d'un moratoire.

Mais il est évident que cette action dissolvante s'exerce dans tous les domaines de la vie sociale et économique, et qu'en définitive, elle est l'un des principaux facteurs révolutionnaires de l'époque présente. Notre camarade Trotsky écrivait en 1929 dans *La Vérité* : « Le déséquilibre mondial s'accroît d'une manière continue au profit de l'Amérique, deviendra, dans l'époque prochaine, l'origine essentielle de toutes les crises et des bouleversements révolutionnaires en Europe ».

La bourgeoisie française fera payer le prolétariat

Nous avons caractérisé déjà à plusieurs reprises le gouvernement Herriot comme particulièrement adapté au caractère préparatoire et inachevé de la crise économique en France. De toute évidence il n'est pas le gouvernement propre des classes dites moyennes. Cependant, il conserve avec elles — en particulier avec le paysan moyen et les fonctionnaires de l'Etat — des liens serrés.

Depuis les élections de Mai, Herriot a profité avec une certaine habileté de cette situation privilégiée. En jouant d'une majorité polymorphe, il fit approuver sa politique extérieure (abandon des Réparations allemandes à Lausanne, rapprochement avec l'Angleterre, avec l'Italie), il fit voter la conversion des rentes, et il s'appretait à faire voter le budget, y compris les réductions de traitement des fonctionnaires.

Dans ce jeu difficile, la question des dettes le surprit à l'improviste. Non pas qu'il ne s'y attendit. Au contraire, il s'était qualifié lui-même comme le « ministre des échéances ». Mais, en réalité, cette question des dettes américaines mettaient en cause d'un seul coup tous les intérêts de la bourgeoisie pour une longue période, et les intérêts des masses populaires du pays, atteintes par la crise dans leur niveau de vie, et qui se rebellaient spontanément contre le paiement pendant 60 ans d'une masse de 180 milliards, si l'on tient compte des dettes envers l'Angleterre et envers l'Amérique. C'est cette brusque et inévitable conjonction qui surprit le gouvernement.

Nul doute que les cercles dirigeants du capitalisme français ne comprennent la nécessité de payer — sous une forme ou sous une autre, — c'est-à-dire d'en passer en fin de compte par les fourches caudines de Hoover-Roosevelt. L'accueil fait au vote de la Chambre le démontre clairement. La bourgeoisie française ne peut pas braver impunément l'Amérique. Elle le sait. Mais dans le vote du 14 décembre, les parlementaires ont abusé, escroqué la volonté des masses populaires de se refuser à un nouveau sacrifice qui doit en fin de compte leur retomber sur le dos.

Ainsi, le conflit qui met aux prises les bourgeoisies française et yankee, se résoudra au fond en France par une aggravation des conflits entre les classes exploitées et les capitalistes. Voilà ce qu'il faut comprendre. Et Herriot, contrairement par sa situation au Parlement d'honneur la signature de la France n'a pas hésité à se faire battre en demandant le paiement du 15 décembre, exigé par Wall Street. La grande majorité du parti radical, n'a pas hésité non plus à prendre l'attitude qui lui vaudra ultérieurement la gratitude du capital ; plutôt la négociation que la rupture abrupte avec l'Amérique.

Le Temps commente avec amertume le scrutin : *Qu'on le veuille ou non, la politique extérieure de la République française, quelle que puisse être sa fidélité aux traditions et aux amitiés, connaît demain un « climat » différent de celui d'hier, reconstruira des difficultés nouvelles, exigera de la part de nos dirigeants un redoublement d'efforts. A une très dure étape qui vient de prendre fin, va succéder une autre étape plus dure encore.* Telle est l'opinion du journal qui contrôle le Comité des Forges. L'information est plus catégorique : *Quelle mystérieuse de fausse prudence a conduit des esprits distingués dans cette impasse où ils laissent le pays, sans autre alternative que d'y demeurer dans la solitude ou de devoir revenir sur leurs pas pour en sortir... Pour nous, nous considérons la décision de la Chambre comme un acte impolitique susceptible en dépit de l'éloquence prodiguée et de la bonne volonté générale d'entraîner des conséquences déplorables pour les intérêts du pays.*

Avec ou sans Herriot, il est en effet fort probable que la bourgeoisie française reconstituera un gouvernement inspiré des mêmes principes et de la même tactique. L'heure n'est pas revenue des formations gouvernementales nettement orientées sur leurs ailes extrêmes. Les groupes de droite sont incapables, et le seront encore longtemps, de mener à l'extérieur leur ancienne politique. Poincaré est une figure du passé. La crise a passé par là. D'autre part, c'est de l'activité des masses prolétariennes que peut dépendre dans l'avenir la constitution d'un gouvernement où participerait le parti socialiste. Les dirigeants stalinistes se trompent lorsqu'ils croient ou font croire que le parti socialiste participe déjà au gouvernement bourgeois, sans y être. L'épanouissement de la social-démocratie au gouvernement de l'Etat bourgeois est lié à un certain niveau de l'effervescence des masses populaires. Dans cette éventualité, les conditions seraient de nouveau données pour le retour au pouvoir des partis les plus réactionnaires.

C'est une vérité banale que de dire que c'est au prolétariat que la bourgeoisie française fera en fin de compte payer les versements à l'Amérique. Aux charges dont sont écrasées les masses laborieuses, à la diminution des salaires, à l'augmentation des impôts, s'ajouteront de nouvelles taxes représentant le montant de ces versements. Voilà contre quoi les ouvriers se dressent déjà, et contre quoi les communistes doivent guider et éclairer leurs luttes. Pour cela, il faut une claire conception des faits que nous venons de résumer. Malheureusement, c'est précisément ce qui manque à la fraction stalinienne qui dirige notre parti, comme il nous reste à le montrer.

L'attitude du Parti Communiste

Notre parti a réagi à ces grands problèmes avec une indigence bien digne de ses inspirateurs stalinistes. Un des plus vastes problèmes de l'après-guerre, qui intéresse des millions de travailleurs, qui détermine dans une large mesure le sort de la bourgeoisie européenne pour une série d'années et par voie de conséquence celui du prolé-

LA VIE OUVRIÈRE

Dans la Région Parisienne

Le Comité inter du 20^e

Nous avons annoncé la constitution du C.I. du 20^e. Nous n'avons pas polémique, mais partagé l'effort commun pour lui donner de la vie. Effort commun, mais qui fut éphémère. Un oppositionalnisme ayant été nommé membre de la C.E., puis du Bureau, la fraction du 20^e rayon n'eut pas d'autre souci que de le « vider ». Parvenu lui un jeu d'appareil, le travail qu'il avait fait (ce qui est simplement normal), fut considéré comme une manœuvre de plus. Les oppositionalnismes furent éliminés de la nouvelle C.E., même un supposé oppositionalnisme qui en était baba !

Faire marcher le C.I. exigera plus d'efforts que ce vote qui démontre à quel point les « permutations » n'ont pas remplacé une bonne assimilation de conceptions leninistes des syndicats.

Il faut avouer que nous nous attendions à ce vidage. A la « base » nos copains devront continuer à travailler, on les boycottera probablement, mais les militants sérieux ouvriront les yeux et à la lumière de ce sectarisme en comprenant les causes et rejoindront nos rangs.

CORRESPONDANCE

Le camarade qui nous a envoyé il y a un mois une lettre sur les discussions précédant le C.C.N. au Bureau Confédéral comprendra que nous ne pouvons pas utiliser une documentation anonyme. Nous lui demandons de nous fixer un rendez-vous avec un camarade responsable, afin de discuter au sujet de ses informations.

ariat, n'a suggéré au Parti — rien du tout. A strictement parler : rien. Pas une action, pas un meeting, pas un tract, pas une brochure, aucune agitation n'a été menée sur cette question. Seule l'Humanité remarquable, à l'image de leurs auteurs, les parais journaliers et parlementaires Cachin et Peril. Et que disent-ils ? Une seule chose : les 450 millions qui doivent être payés à l'Amérique, il faut les verser aux chômeurs ! Et c'est tout ! Nous reviendrons là-dessus.

Quant à la « fraction parlementaire bolchevique », elle est muette. C'est de la honte que nous éprouvons lorsque nous voyons un tel débat passer à la tribune parlementaire sans que la parole communiste y retentisse, balayant cette rhétorique, ces généralisations, et ces calculs des parlementaires bourgeois ! Nous savons que nos camarades députés se heurtent à la Chambre à de nombreuses difficultés. Mais rien ne justifie leur silence en cette occurrence. Il ne nous reste qu'à constater que ce silence reflète simplement l'absence de position du parti dans cette question.

La première chose qu'il fallait et qu'il faut faire, c'est de mener autour de ce problème du paiement des dettes une campagne contre la guerre. Cette note de 180 milliards, c'est une partie des frais de la dernière guerre. C'est de l'argent qui a servi à payer des armes et des munitions, qui alimentait la boucherie. Voilà ce que chaque parole de cette discussion doit rappeler. Voilà ce qu'il fallait étaler devant ces messieurs les députés.

Ainsi, ce n'est pas l'impérialisme américain vers lequel nous nous tournons, c'est d'abord vers le nôtre ; MM. Poincaré, Herriot, Boncour et Cie veulent encore refaire la guerre. Ils n'ont pas encore fini de faire payer aux ouvriers la précédente. Nous nous dressons contre cela. C'est là un puissant levier pour animer les masses d'un esprit de haine contre le capitalisme guerrier. Beaucoup plus puissant que les pleurnicheries de M. Barbusse dont le comité d'Amsterdam est demeuré absolument muet sur cette question — comme il fallait s'y attendre dès qu'il s'agit d'une action réelle à mener. Mais comment le Parti pouvait-il faire une telle campagne alors qu'il a abdiqué entre les mains détaillantes de M. Barbusse son devoir incontestable de lutter, même dans une coalition, pour son propre programme de lutte contre la guerre ?

La deuxième perspective qu'il fallait mettre au centre des débats, c'est la suivante : devant l'Amérique puissante, qui voue l'Europe à la ruine et à la décadence, les Etats bourgeois sont impuissants ; sauver l'un ou l'autre pays est une utopie ; parler de libérer l'Allemagne, la France, etc., de leurs dettes respectives, c'est rétrécir le problème ; c'est une solution purement petite-bourgeoise ; nous, communistes nous devons dire hautement au prolétariat : seuls les ouvriers pourront unir l'Europe, dresser l'Union soviétique européenne contre le capital d'outre-Atlantique. Une défense bourgeoise de l'Europe contre le dominateur yankee est une impossibilité. Seule une défense révolutionnaire est possible. C'est pourquoi nous propageons et expliquons sans relâche comme perspective d'ensemble la nécessité des Etats-Unis soviétiques de l'Europe, réalisant la dictature prolétarienne. Voilà dans quelle voie l'humanité se défendra contre le monstrueux impérialisme américain.

La propagande pour ces idées ouvre de larges horizons révolutionnaires. Elles offrent le seul cadre où puisse vraiment trouver une application la lutte contre le traité de Versailles. Tout cela, Péri le laisse de côté, préférant nous raconter d'infarissables propos de chancellerie qui font évidemment honneur à ses relations diplomatiques, mais qui éloquent d'autant l'Humanité du type d'un journal révolutionnaire. Quant à Cachin, dans l'article du 18 décembre dans l'Humanité, il est incapable de généraliser les faits au prolétariat, il appelle seulement les prolétaires à lâcher d'éviter un gouvernement de droite qui appliquera par décret les diminutions de traitement.

Naturellement, dans le cadre de cette propagande générale, il faut trouver des mots d'ordre plus immédiats. Mais détachés de leur cadre, ceux-ci (de) verser des 450 millions aux chômeurs) sont incapables d'élever et de guider la conscience prolétarienne.

La crise ministérielle n'est que le prolongement de l'instabilité même de la situation économique. Nous examinerons la semaine prochaine plus à fond, la tactique du parti, en relation avec la situation en Allemagne et le renouveau du mouvement ouvrier en France.

CHEZ LES FONCTIONNAIRES

Dans la Fédération de l'Enseignement

L'Assemblée du Syndicat de la Seine

La première assemblée annuelle de notre Syndicat s'est tenue il y a un mois. Près de 70 camarades étaient présents. Rapport de Barne peu reluisant. Fidèle à la nouvelle tactique des dirigeants stalinien, il noie le poisson. Il se frappe la poitrine et appelle à la lutte commune sur la base de la plate-forme adoptée par le Congrès de Bordeaux.

Dans le cours de la discussion, le camarade Rabot défendit, avec certaines réserves, la position du Bureau Fédéral. Nous avons apporté le point de vue de la minorité et défendu les positions de l'opposition de gauche contre les dirigeants stalinien, et en nous séparant nettement des dirigeants fédéraux qui, du reste, sont maintenant (depuis le C.C.N.) revenus sur une orientation commune avec la C.G.T.U.

Nous avons montré que malgré les progrès enregistrés dans la lutte pour le front unique, toutes les phrases restèrent lettre morte tant que le problème de l'unité syndicale n'était pas fermement posé au centre de luttes actuelles du personnel enseignant et de l'ensemble du prolétariat. En même temps, les expériences d'Amsterdam, du « Congrès revendicatif » convoqué par le Comité d'Amsterdam (et aujourd'hui enterré ?), etc., risquent de mettre en péril la C.G.T.U. et jettent la confusion parmi les ouvriers.

Nous avons précisément reproché aux dirigeants fédéraux de rejoindre la majorité confédérale au moment où celle-ci, tout en essayant sous la fauque de la nécessité de corriger un certain nombre d'erreurs, augmente en réalité la confusion par sa politique de front unique sans audace ni franchise. Actuellement la C.G.T.U. a besoin de clarté et non de confusion supplémentaire. Or, le vote par Bouet, au C.C.N., de toutes les résolutions présentées par le Bureau Confédéral (ce dont Bouthonnier s'est prévalu avec raison au Syndicat), l'appel à l'apaisement des luttes de tendances dans le Bulletin de la Majorité Fédérale, toutes sortes de coquetteries de part et d'autre, le ralliement du Bureau Fédéral à la politique opportuniste d'Amsterdam, etc., apportent la pire confusion dans notre Fédération.

Tout cela justifie amplement notre position indépendante de la Majorité Fédérale, qui prend aujourd'hui — après le délirant grandiloquent des Congrès contre Gitton et Cie — la responsabilité de la politique de la C.G.T.U., et prépare au mouvement syndical des lendemains cruels. Voilà ce que nous avons dit au Syndicat de la Seine, et dont nos camarades doivent s'inspirer dans les autres Syndicats.

En définitive, la résolution présentée par le Bureau du Syndicat fut adoptée par 46 voix contre 10 et 1 abstention. 5 voix allèrent à la motion soutenant le Bureau Fédéral. 5 voix se prononcèrent pour la résolution de notre minorité, dont voici des extraits :

1) Considère que la raison fondamentale du problème de la F. réside dans la politique erronée de la C.G.T.U. qui a amené dans les années passées à un véritable effondrement de la centrale unitaire ;

2) Que le refus, pendant toute une longue période, de pratiquer une politique de front unique d'organisation à organisation avec les réformistes ainsi que le refus de lutter pour l'unité syndicale sous la forme d'un Congrès de fusion des centrales ouvrières existantes ont pratiquement empêché la F. de l'R., ainsi que les autres fédérations de la C.G.T.U., de progresser dans une période favorable au rassemblement des exploités face à l'Etat ;

3) Que la M.O.R. a contribué décisivement à faire étayer la F. en se faisant dans son sein le canal des conceptions fausses de la direction confédérale sur l'analyse de la situation présente, sur les formes de lutte, et sur les méthodes d'action générale ;

4) Considère que l'attitude politique générale de la M.F., en réponse à celle de la M.O.R., contient de graves équivoques qui entravent son travail de redressement : a) dans la question des rapports entre le mouvement syndical et le P.C.; b) dans sa tentative de recréation d'une « opposition unitaire » confédérale en commun avec des éléments se réclamant du syndicalisme par rétrograde ; c) en se montrant incapable de se délimiter de la fraction stalinienne dans les questions décisives de l'évolution de la lutte de classes en U.R.S.S., de la pseudo-tactique de lutte contre la guerre, telle que la C.G.T.U. et l'I.C. l'ont comprise au Congrès d'Amsterdam.

5) Considère que l'attitude politique générale de la M.F., en réponse à celle de la M.O.R., contient de graves équivoques qui entravent son travail de redressement : a) dans la question des rapports entre le mouvement syndical et le P.C.; b) dans sa tentative de recréation d'une « opposition unitaire » confédérale en commun avec des éléments se réclamant du syndicalisme par rétrograde ; c) en se montrant incapable de se délimiter de la fraction stalinienne dans les questions décisives de l'évolution de la lutte de classes en U.R.S.S., de la pseudo-tactique de lutte contre la guerre, telle que la C.G.T.U. et l'I.C. l'ont comprise au Congrès d'Amsterdam.

Nous reviendrons ultérieurement sur le programme revendicatif et le remaniement de la structure de la Fédération. — P. N.

Grève des tricoteurs à Paris

Le Syndicat des tricoteurs, appartenant à la Fédération Unitaire du Textile, est un des rares syndicats de la R. P. qui a une vie et une certaine activité. Malgré sa composition, presque en totalité, d'ouvriers immigrés, le syndicat a su développer un travail de propagande et de recrutement et il est arrivé, au début de la saison de cette année, à déclarer une grève, avec la participation des quelques centaines de tricoteurs.

Terminée par une victoire, cette grève a établi un tarif syndical pour tous les ateliers, qui était obligatoirement suivi pendant toute la durée de la saison.

Dans toutes ces actions, un rôle important a été joué par nos camarades de l'opposition de gauche, représentés dans la Commission syndicale et dans le comité de grève ; leurs conseils ont eu un écho favorable parmi la grande majorité des ouvriers, et malgré la volonté des stalinien qui cherchent à réduire leur influence, nos positions restent bonnes.

A la fin de la saison, quand le travail commence à manquer et qu'apparaissent dans la rue, les premiers chômeurs du tricottage, les patrons effectuent leur manœuvre classique, pour baisser les salaires. D'abord en hésitant, l'un après l'autre, certains patrons parmi les plus combattifs déclarent aux ouvriers ne pas pouvoir payer selon le tarif syndical.

Si les ne voient pas de résistance, cette offensive contre le tarif devient générale et, sur le marché, commence à régner une anarchie complète.

Dans cette situation, le syndicat doit avoir

Après la création du Cartel

La lutte chez les P. T. T.

L'attaque du Gouvernement des gauches contre les traitements et salaires a provoqué dans le personnel postal une réaction très vive. Cette catégorie des travailleurs de l'Etat — une des plus combattives — commence à défendre ses conditions de vie déjà précaires. Parfois, les meetings rassemblent de nombreux postiers décidés à la lutte. Malheureusement les forces sont dispersées : cégétistes de la F.P.C., unitaires de la F.P.U., A.G. des commis, syndicats indépendants des receveurs, des manipulateurs, etc., se partagent les effectifs syndicaux. Et les inorganiques constituent une couche importante des exploités de la poste. Devant le danger commun, chacun sent à l'heure actuelle la nécessité d'un rassemblement des forces en vue de la bataille qu'il sait inéluctable ; le problème du front unique est plus que jamais à l'ordre du jour.

A ce sujet, il est bon de souligner que la F.P.U. Unitaire vient de faire un pas en avant — bien timide encore — dans la voie du front unique d'organisation à organisation. Le 25 octobre, dans un meeting organisé par le Syndicat national des agents (affilié à la F.P. Confédérée) il fut décidé qu'une réunion commune de tous les responsables des différentes organisations aurait lieu le 31 octobre. Le lendemain la F.P.U. Unitaire invita par lettre la F.P. Confédérée ainsi que tous les représentants des organisations des agents à assister à la réunion. La F.P. Confédérée répondit par un fin de non-recevoir basé sur un ordre du jour de son dernier Conseil national, mais le Syndicat des agents, passant outre à sa Fédération, accepta de se rencontrer avec les unitaires. La rencontre eut lieu le 4 novembre et s'il fallait encore une autre preuve de la faillite du mot d'ordre « front unique rien que par en bas », les P.V. de la séance nous la fourniraient sans aucun doute. Tout en reconnaissant que l'unité d'action est indispensable, que la révision des décisions de la Fédération s'impose, le Syndicat des agents déclare que « la discipline syndicale » exige de lui de « ne pas briser avec la Fédération » et qu'en « aucun cas » il ne s'insurgera contre elle. Il importe de ne pas s'en tenir à cette seule expérience ; il faut que la F.P.U. renouvelle inlassablement ses propositions à la F.P.C. en s'appuyant sur la volonté d'action commune qui anime tout le personnel et dont le Syndicat des agents vient de donner une preuve suffisante.

Par ailleurs, le cartel unitaire des fonctionnaires, cheministes et travailleurs de l'Etat vient d'adresser une lettre ouverte à toutes les organisations confédérées les invitant à se faire représenter à la Conférence nationale du 20 novembre.

De tout ceci, il apparaît qu'il ne reste plus grand chose « du front unique rien que par en bas ». La réalité, qui n'a pas le saint respect des formules Losowskystes, a infligé une fois de plus une sévère tape à l'absurde théorie de Magic-City. Néanmoins, et ceci constitue un réel danger, si cette formule est — pour combien de temps ? — abandonnée en pratique, elle n'en subsiste pas moins en théorie.

Les mots d'ordre de Magic-City continuent à diriger sur le papier et aux tribunes des congrès, toute l'action unitaire.

Voici un exemple qui montre à quelle gymnastique littéraire sont contraints de se livrer les dirigeants de la F.P.U. pour tenter de justifier un mot d'ordre condamné par les événements : « front unique de classe à la base ! Si les dirigeants confédérés, poussés par la volonté même de leurs troupes, acceptent de se rencontrer avec nous, dirigeants unitaires, ce n'est pas la réalisation du front unique par en haut, puisque la base qui réalise le sien veut, exige, la rencontre des responsables (!) » (Le Travailleur des P.T.T., novembre 1932).

Evidemment, ce n'est pas le front unique au sommet seulement, mais il ne saurait également être question du front unique à la base : cela s'appelle « FRONT UNIQUE D'ORGANISATION A ORGANISATION » tel que nous le préconisons depuis longtemps, et l'on comprend clairement que ces mots ne peuvent être prononcés sans remettre en cause Magic-City. Mais nous craignons qu'il n'est point possible d'avoir une politique syndicale juste basée sur des mots d'ordres avérés faux. Il est urgent de cesser ces bavardages confusionnistes et d'apporter devant la masse des mots d'ordres clairs, tristes de l'action même.

Enfin, il est un autre problème, intimement lié à celui du front unique, qui s'impose irrésistiblement à l'esprit du personnel postal en ces moments de préparation à la lutte : c'est celui de l'UNITÉ SYNDICALE.

Les deux fédérations restent sur leurs positions respectives (Japy et Magic-City) et nous savons ce qu'elles valent. Il ne fait aucun doute que le mot d'ordre d'un congrès de fusion tel que l'envisage l'O. de G. aurait à l'heure actuelle un grand retentissement parmi le prolétariat postal. Nous lutterons pour que la F.P.U. le fasse sien.

Il importe actuellement de persévérer dans la voie du F.U. d'organisation à organisation, de s'adresser sans se décourager aux organes dirigeants confédérés en s'appuyant sur les comités d'action de base ; d'en finir avec les bavardages lamentables du F.U. par en bas ; de mettre en avant le mot d'ordre d'un congrès de fusion des deux fédérations basé sur le droit des différentes tendances d'écarter aux organes dirigeants par le jeu de la démocratie syndicale. Et nous sommes fermement convaincus qu'ainsi, dans les prochaines batailles, un grand rôle incombera à la F.P.U. Unitaire.

E. FALCOU (Marseille).

une tactique extrêmement souple et à la fois très claire. Mais ici, encore une fois, se montrent les conséquences des zig-zags stalinien. L'année passée, les stalinien ont proclamé, contre l'avis de nos camarades, qu'un syndicat révolutionnaire ne doit jamais accepter une baisse de salaires, même pour des raisons tactiques.

Cette année, ils ont une position diamétralement opposée, se laissant conduire selon le sentiment créé parmi la masse, obéissant tout à fait leur rôle d'organisme dirigeant. Ajoutons à cela le désintéressement complet de la part des bureaucrates de la Fédération du Textile, et nous aurons tout le tableau du travail stalinien dans les syndicats.

Dans les grèves partielles du tricottage qui se déroulent maintenant, c'est encore une fois l'opposition de gauche qui travaille le mieux. Après que la Fédération ait refusé d'alerter des camarades français pour les piquets de grève, les ouvriers ont fait appel à nos camarades qui ont, avec l'aide de la Ligue Communiste, effectué le travail.

Contre la tactique de « laisser-faire » des stalinien, nos camarades tâchent de ramener la confiance des ouvriers tricoteurs en leur syndicat, et de trouver les meilleures solutions qui puissent aider les ouvriers à conserver le contrôle syndical sur le marché du travail.

Un camarade tricoteur.

UNE CAMPAGNE DE REUNIONS

Dès le début de janvier nous entreprendrons une série de réunions publiques sur la situation en France et les tâches du Parti.

Tous nos camarades dans les groupes devront étudier soigneusement les documents qui seront publiés à cet effet dans le Bulletin Intérieur n° 22 qui paraîtra sous peu.

UNE REUNION SUR LE VOYAGE DE TROTSKY

La semaine prochaine aura lieu dans la région parisienne une réunion sur le voyage de Trotsky, comportant le film parlant annoncé dans notre précédent numéro.

BULLETIN INTERIEUR

Notre prochain Bulletin Intérieur paraîtra à la fin de cette semaine. Il contiendra des matériaux importants pour notre discussion relative aux tâches actuelles du Parti.

PAIEMENTS DES JOURNAUX ET COTISATIONS

Nous rappelons qu'un certain nombre de groupes ne payent pas régulièrement, ou pas du tout, les journaux et revues qui leur sont envoyés.

De même, il faut assurer la rentrée régulière à la trésorerie centrale des cotisations mensuelles.

Le Secrétariat.

NOTEZ BIEN NOTRE ADRESSE !

Provisoirement, toute la correspondance concernant la Ligue, la VERITE ou LA LUTTE DE CLASSES, doit être adressée à...

NOTRE BIBLIOTHEQUE

Nous rappelons à nos amis de la région parisienne que la Bibliothèque, organisée par le Groupe des Jeunes, fonctionne parfaitement.

Controverses sur l'Unité de la Jeunesse Ouvrière

Le groupe des Jeunes de la Ligue Communiste (région parisienne) a pris l'initiative d'une grande controverse publique sur le sujet : « Les Jeunes et l'Unité Ouvrière ».

Afin que soient sauvegardés intégralement dans notre controverse les principes de démocratie qui doivent présider aux discussions entre jeunes ouvriers...

En fin de séance, dans le brouhaha, le Bureau de Rayon essaie de faire voter la ratification de l'exclusion de Davoust et Ferrand, mélangeant exprès ces deux cas si différents.

Conférence du 15 Rayon (Octobre)

Les camarades oppositionnels du 15 Rayon publient le compte rendu suivant dans leur « Bulletin ».

Comme toujours, peu de camarades : 30 à 35 le matin, 45 environ l'après-midi, 9 heures, Davoust, oppositionnel de gauche, exclu par sa cellule...

Au début, un membre du Bureau de Rayon fait le rapport du Rayon. Inutile d'en retracer ici le contenu, chaque membre du parti ayant eu connaissance du « Bulletin » de Rayon...

Après-midi le délégué de la R.P. intervient et développe le contenu des directives « nouvelles » du 12 Plénum.

De la discussion, bornons-nous à noter, entre celles de bons copains de la base, les interventions les plus saillantes de cette première journée de la Conférence.

C'est ainsi que nous entendons sans étonnement un discours d'un membre du Comité de Rayon P.C.F., bien connu par son sectarisme...

Cette intervention amène un autre membre du Comité de Rayon à lui répondre assez vertement.

An cours de cette première journée, s'est greffé un incident. Guillaume a été accusé d'indiscipline et son exclusion est réclamée par le Comité de Rayon.

En fin de séance, dans le brouhaha, le Bureau de Rayon essaie de faire voter la ratification de l'exclusion de Davoust et Ferrand.

SEANCE DU 30 OCTOBRE

Encore moins de présents que le dimanche précédent. Au cours de cette dernière journée seront discutées la politique du parti (suite de la discussion commencée le 23 octobre) et les questions d'organisation du Rayon.

Arrachard, du B.P., est présent. La discussion générale continue...

Parmi les interventions, celle de F... traite assez à fond et tout particulièrement le travail syndical. Il explique comment il faut désormais travailler au sein des Syndicats pour les revendications immédiates et par le front unique.

En fin de séance, dans le brouhaha, le Bureau de Rayon essaie de faire voter la ratification de l'exclusion de Davoust et Ferrand.

La réorganisation du parti doit permettre un pas en avant

L'éparpillement des forces bolchéviques du P.C.F., la dispersion des militants, la juxtaposition bureaucratique des rayons de la Région parisienne, leur enchevêtrement...

L'absence totale de plan dans le domaine de l'organisation, la confusion et le désordre, sont restés longtemps, entre les mains des bureaucrates staliniens, une arme « efficace » contre les bolchévicks-léninistes.

Comme nos camarades le prévoyaient, cette manœuvre grossière des bureaucrates contre les oppositionnels, s'est tournée, en dernier ressort, contre le parti tout entier.

La vie politique à presque complètement disparu, les rayons ont perdu la conscience de leurs responsabilités propres, et leurs capacités de réaction devant les luttes quotidiennes de la classe ouvrière...

Devant une telle situation, aggravée encore par le formidable recul politique du P.C.F. (que les dirigeants ne peuvent même plus cacher), la bureaucratie du parti...

La Région parisienne a été « réorganisée » : l'appareil du Parti a décidé de travailler à la décentralisation des rayons et à la reconstruction de la Région parisienne sur la base d'un nouveau plan.

La vieille disposition des rayons est en voie de liquidation ; nous aurons désormais cinq régions au lieu d'une seule, englobant à la fois Paris et ses banlieues...

Chaque rayon correspondra à un arrondissement, avec un comité de rayon à sa direction ; les rayons porteront le numéro de leurs arrondissements respectifs.

La province sera probablement réorganisée sur le même plan à chaque patelin correspondra un rayon.

Certes, si la bureaucratie stalinienne espère, par cette nouvelle organisation, remédier à la faiblesse et au recul du parti, elle se trompe et elle trompe grossièrement les militants.

Elle l'accomplit sous le jouet de la nécessité, pour resserrer les effectifs fondus. Mais le parti ne reprendra la force vivifiante qu'à l'animait du temps de Lénine et de Trotsky...

Toutefois, nous devons souligner que, sur le terrain organisationnel, le parti accompli aujourd'hui, sous la pression conjuguée des ouvriers de la base et des militants.

Calomnies staliniennes parmi les ouvriers juifs

Depuis un certain temps, le journal des staliniens juifs parissant à Paris mène une campagne acharnée de calomnies contre l'opposition de gauche...

Jugent certainement tout cela insuffisant, le même journal se laisse aller à lancer, il y a quelques semaines, la nouvelle venant soi-disant de Pologne, d'une agression d'un député communiste par les « trotskystes » qui devaient, pendant un meeting public, attaquer le député Rosenberg et lui porter 13 coups de couteau.

Tous ceux qui connaissent les conditions illégales du P.C. polonais comprendront tout de suite la portée d'une telle nouvelle.

Le journal stalinien juif était pris en flagrant délit de mensonge, confondu par un autre journal, stalinien d'émigration polonoise parissant aussi à Paris, qui, dans son numéro du 4 décembre, apporte la même nouvelle sur une toute autre version.

L'agression contre le député Rosenberg, mais dans une toute autre version. Selon ce journal, et c'est la vérité, s'agit de la police qui agresse le député et d'autres ouvriers présents au meeting.

Ajoutons pour finir que, malgré l'insistance de nos camarades du groupe juif de la Ligue Communiste, le journal stalinien refusa de publier un démenti à l'ignoble canard.

Le même journal s'exerce avec zèle après les autres journaux blancs et staliniens à la campagne d'excitations autour du voyage au Danemark du camarade Trotsky.

Le groupe juif de la Ligue veillera à ne pas laisser sans réponse aucune de ces attaques calomnieuses, qui n'empêcheront nullement notre influence de grandir.

Le bilan d'Amsterdam à Marseille

Vendredi 8, les « Amis de l'U.R.S.S. » avaient annoncé une réunion où Garcin devait faire un compte rendu de son mandat de délégué en Union Soviétique.

Mais le fait même de représenter cette organisation, de « tenir l'affiche » en compagnie de Matton ne fut pas sans étonner de nombreux camarades qui se demandent : par quels moyens ce petit bourgeois intrigant...

Castelli, comme tous les gens de son milieu, a su profiter habilement de la Barbusiade d'Amsterdam et de sa charte qui n'engage pratiquement rien.

Castelli, comme tous les gens de son milieu, a su profiter habilement de la Barbusiade d'Amsterdam et de sa charte qui n'engage pratiquement rien.

C'est grâce à Amsterdam que l'arriviste Lassalarié se pare d'un masque révolutionnaire et, à l'abri de la ruse critique léniniste, entraîne dans le réformisme des couches de plus en plus importantes de mineurs de Gardanne.

Certains camarades conservaient encore des illusions sur le Congrès d'Amsterdam. On peut d'ores et déjà en dresser le bilan à l'échelle locale.

C'est grâce à Amsterdam que l'arriviste Lassalarié se pare d'un masque révolutionnaire et, à l'abri de la ruse critique léniniste, entraîne dans le réformisme des couches de plus en plus importantes de mineurs de Gardanne.

Certains camarades conservaient encore des illusions sur le Congrès d'Amsterdam. On peut d'ores et déjà en dresser le bilan à l'échelle locale.

CORRESPONDANCE

A propos de la Conférence de la région algérienne du P.C.

Bien que ne partageant pas à cent pour cent les conceptions tactiques de l'opposition de gauche, j'ai recours à l'hospitalité des colonnes de la Vérité, si les camarades préposés à la rédaction veulent bien me l'accorder.

Propos de la conférence de la région Algérienne, le bureau politique a jugé bon d'envoyer une adresse à tous les membres algériens du parti.

On prend également le futur parti communiste algérien doit devenir le représentant du prolétariat indigène et européen à condition qu'il évolue vers une arabisation complète.

On ne peut, en effet, traiter de la question algérienne sans faire saillir les rapports des deux éléments qui constituent le prolétariat algérien, européen et indigène.

L'appareil a également décidé de commencer dès le mois prochain, une série de conférences de rayons par arrondissements et, à la suite de celles-ci, une série de conférences de régions sur les problèmes politiques et organisationnels du P.C.F.

Toutefois, certains dirigeants auraient été déjà limogés ; la direction du troisième rayon aurait déjà servi de bon émissaire aux nouvelles manœuvres.

A ces prochaines conférences, la voix des ouvriers de la base et la voix des militants de l'aile gauche, doit se faire entendre.

Nos camarades doivent exiger dès maintenant au sein du Parti, la constitution d'un bulletin intérieur de discussion ouvert à tous les membres du P.C.F.

Il est clair que l'impérialisme, s'il utilise certains préjugés, ne le fait que pour masquer sa politique rationnelle de division de la classe travailleuse, de même qu'il a créé de toute pièce la structure sociale algérienne pour ses besoins de domination.

Partiquement l'hétérogénéité du prolétariat algérien se traduit ainsi si le travailleur européen veut lutter, l'indigène est joint à lui d'un côté, tandis que de l'autre, il a devant lui le cadre étroit d'un article de développement outre mesure conceptions à ce sujet.

Quel devra être le rôle du futur P.C. algérien ? Nous ne sommes pas des prédicateurs religieux mais des marxistes. Il ne s'agit pas pour nous de faire appel aux bons sentiments des travailleurs européens en faveur des indigènes, mais de prendre les maîtres tels qu'ils sont et de faire jouer la dialectique matérialiste.

Le futur P.C. algérien doit rejeter la formule coloniale « d'européanisation » et la formule nationaliste « d'arabisation » ; il doit être le cerveau de l'ensemble du prolétariat algérien en maîtrisant les impulsions malsaines de quelque côté qu'elles se manifestent.

L'article du camarade Avril, que nous publions aujourd'hui avec un peu de retard, nous a été envoyé sur la tribune de discussion et n'engage par conséquent que la responsabilité de son auteur.

Les adversaires de l'arabisation du Parti en Algérie se sont souvent recrutés parmi les social-impérialistes, qui constituent durant une longue période l'aile droite gangrenée du P.C. dans les colonies.

Parmi les travailleurs européens résidant dans les colonies, les survivances colonialistes sont parfois restées très fortes.

Toutefois, nous devons rendre cette justice au camarade Avril qu'il se place sous un angle bien différent de celui de la social-démocratie colonialiste.

Dans son article, il se prétend adversaire et de l'arabisation et de l'européanisation, et déclare seulement lutter pour faire triompher « le point de vue de classe ».

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués. Le Gérant : P. Frank.

LE JEUNE BOLCHEVIK comme organe national des jeunes Oppositionnels

La Lutte de Classes

Souscriptions reçus en décembre

SERVICE DES LIVRES DE LA VERITE